

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT

2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES ANNUELS**

**MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION ET
D'ORIENTATION DE SAINT MICHEL MONT MERCURE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rue Godard
SAINT MICHEL MONT MERCURE
SEVREMONT (Vendée)

**MAISON FAMILIALE RURALE D'EDUCATION ET
D'ORIENTATION DE SAINT MICHEL MONT MERCURE**
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
rue Godard
SAINT MICHEL MONT MERCURE
SEVREMONT (Vendée)

Exercice clos le 31 août 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Aux membres de l'Association de la Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Saint-Michel-Mont-Mercure,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre Association **Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Saint-Michel-Mont-Mercure** relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « Règles et méthodes comptables » et « subventions d'équipement » de l'annexe des comptes annuels exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des immobilisations et aux subventions d'investissement de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans ces notes et leur correcte application.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon
le 20 janvier 2025
Le Commissaire aux comptes



Groupe Y – BOISSEAU
CHRISTOPHE POISSONNET

COMPTES ANNUELS

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	7 241	10 588
Ventes de biens et services		
Vente de biens	(4 251)	7 284
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	6 528 004	6 996 615
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	459 327	400 071
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	1 500	20 080
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	74 758	63 937
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	1 191	822
Total (I)	7 067 770	7 499 398
Participations		4 456
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	4 881	
Autres intérêts et produits assimilés	248 317	6 781
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	253 198	11 237
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	48 553	94 070
Produits exceptionnels sur opérations en capital	310 513	319 176
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 250	5 000
Total (III)	360 316	418 246
Total des produits (I+II+III)	7 681 284	7 928 880
Solde débiteur = Déficit		
Total général	7 681 284	7 928 880

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	536 444	595 258
Variation de stocks	(815)	10 075
Autres achats et charges externes	1 740 369	2 274 218
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	83 895	88 177
Salaires et traitements	2 756 666	2 632 073
Charges sociales	1 037 026	951 044
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	720 202	610 870
Dotations aux provisions	15 343	24 263
Report en fonds dédiés		
Autres charges	22 633	7 811
Total (I)	6 911 763	7 193 789
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	14 620	468 217
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total (II)	14 620	468 217
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	45 230	26 600
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		4 105
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total (III)	45 230	30 706
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	8 843	1 678
Total des charges (I+II+III)	6 980 456	7 694 390
Solde créditeur = Excédent	700 828	234 490
Total général	7 681 284	7 928 880

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	31 149	33 305	(2 155)	92
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	484 035	250 222	233 813	236 908
Constructions	11 772 245	7 578 727	4 193 518	4 497 408
Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 814 656	1 283 926	530 730	444 728
Autres immobilisations corporelles	6 693 628	3 140 408	3 553 220	3 688 539
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	468		468	141
Autres titres immobilisés	213 529		213 529	
Prêts				
Autres immobilisations financières	17 920		17 920	17 920
Total I	21 027 630	12 286 588	8 741 042	8 885 735
Stocks et en-cours				
Stock et en-cours	13 049		13 049	12 234
Créances				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances cts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	429 824	16 365	413 459	621 636
Autres créances	233 779	105 315	128 464	51 463
Valeurs mobilières de placement	1 727 853		1 727 853	727 442
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	3 092 691		3 092 691	3 539 421
Charges constatées d'avance	149 571		149 571	145 631
Total II	5 646 768	121 679	5 525 089	5 097 826
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	26 674 397	12 408 267	14 266 131	13 983 561
Rubriques	Montant brut		Montant net N	
Engagements reçus				
Legs nets à réaliser :				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

BILAN PASSIF

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	894 046	894 046
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	300 000	300 000
Autres réserves		
Report à nouveau	5 572 474	5 337 984
Excédent ou déficit de l'exercice	700 828	234 490
Situation nette (sous total)	7 467 348	6 766 520
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	4 812 047	5 067 935
Provisions réglementées		
Total I	12 279 395	11 834 454
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
Total II		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	96 501	89 953
Total III	96 501	89 953
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	824 878	934 489
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	302 968	163 737
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	217 645	183 976
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	154 178	181 293
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	390 567	595 658
Total IV	1 890 235	2 059 154
Ecart de conversion (passif) (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	14 266 131	13 983 561

ANNEXE 1

Objet social de l'association

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Moyens mis en oeuvre

Règles et méthodes comptables

Engagements financiers et autres informations

Notes sur le Bilan Actif

Notes sur le Bilan Passif

Informations sur le compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions

Etat des échéances

Fonds de Roulement

ANNEXE

Total du bilan avant répartition : 14 266 131 € **Résultat :** 700 828 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le par le Conseil d'Administration.

1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale :

MFR ST MICHEL MONT MERCURE

est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901 .Sa durée est illimitée.

Son siège social est établi :

Rue Godard ST MICHEL MONT MERC 85500 SEVREMONT

L'association a pour but

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant,
- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale,
- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial,

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue,

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association,

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,
- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison.

2 - NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La MFR de St Michel Mont Mercure dispense des formations en alternance dans le domaine des métiers de l'alimentation et de l'hôtellerie restauration :

- CAP : boulanger, pâtissier, chocolatier confiseur, cuisine, commercialisation et services en hotel-café-restaurant
- BAC PRO : boulanger pâtissier, cuisine, commercialisation et services et restauration
- BP : boulanger, arts de la cuisine, arts du service et commercialisation en restauration
- MC (mention complémentaire) : boulangerie spécialisée, pâtisserie-glacerie-chocolaterie-confiseries spécialisées
- CQP (Certificat de Qualification Professionnelle) : réceptionniste, pizzaiolo, crêpier
- Titres : commis de cuisine, serveur en restauration

Elle dispense aussi des formations pour les demandeurs d'emploi avec le dispositif "Visa Métiers" du Conseil Régional.

En 2023/2024, 578 jeunes en statut apprentissage et plus de 59 adultes ont suivi une formation à la MFR.

En 2023/2024, la MFR de St Michel Mont Mercure a principalement loué ses locaux :

- à des écoles pendant les vacances scolaires et pour des voyages de fin d'année
- à diverses associations sportives
- à diverses autres associations : Objectif séjour, groupes en situation de handicap,...

3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'établissement MFR St Michel Mont Mercure s'étale sur une surface de près 9 500 m² de bâtiment. 3 500 m² sont utilisés, par les moniteurs, en salle de cours, ateliers et laboratoires et 1 500 m² pour la salle de sports.

En 2023/2024, la MFR de St Michel Mont Mercure a employé 86 personnes dont 76,92 ETP. Le personnel pédagogique a représenté 48,93 ETP.

La MFR de St Michel Mont Mercure a un partenariat avec ERASMUS pour financer les stages à l'étranger (voir subventions reçues).

Les principaux financements (6 532 K€) ont été issus de :

- > 81 % des OPCO pour la Pédagogie (5 282 K€)
- > 12% des familles : internat des jeunes (775 K€)
- > 5% des organismes de formation des adultes (307 K€)
- > 2% des Locations (156 K€)
- > Autres dont mis à disposition des autres MFR (12 K€)

4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règlements de ANC 2014-03. et 2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations corporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue,

Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.

- Stocks : ils sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Provision retraite : Elle est calculée selon plusieurs paramètres :

1. L'âge de départ théorique : 64 ans
2. Taux d'actualisation : 3.61 %
3. La moyenne des salaires des 12 derniers mois
4. Taux moyen de charges sociales 38,99%
5. Un taux de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise à 64 ans
6. Le nombre de mois dus par l'employeur en fonction de l'ancienneté (selon la convention collective) :
 - Inférieur à 10 ans : 0 mois
 - 10 à 15 ans : 0.5 mois
 - 15 à 20 ans : 1 mois
 - 20 à 30 ans : 1.5 mois
 - + 30 ans : 2 mois

5 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Engagements donnés :

- Nantissement de produits d'épargne (Capital restant dû de 208 K€)
- Caution de la commune de St Michel Mont Mercure sur emprunt à hauteur de 85 K€

Autres informations significatives :

La MFR de St Michel Mont Mercure a été retenue pour un appel d'offre regroupant un lot de formations Adultes. A ce titre elle a mandature pour :

- certaines MFR : St Laurent sur Sèvre, Olonne, St Jean de Mont, Challans
- d'autres Organismes de Formation : Greta, URMA

Engagements financiers :

Néant

Honoraires commissaires aux comptes :

7 616 €

ANNEXE

6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé : cf tableau joint

Etat des créances : cf tableau joint

Montant des stocks : 13 049

Etat des provisions clients : cf tableau joint

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan : 79 373

- En provenance des OPCO :	25 015
- Solde Subvention AGEFIPH :	10 041
- Solde subvention OPCO EP (Financement immobilisation) :	39 524
- Intérêts courus sur placements (DAT, Epargne)	4 794

Charges constatées d'avance : 149 571

7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en #131 et une quote-part est reprise en résultat tous les ans parallèlement à l'amortissement des biens financés, conformément au règlement ANC 2018-06 (traitement identique au cours des exercices précédents).

Etat des dettes : cf tableau joint

Charges à payer incluses dans les postes du bilan : 113 339

- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 791
- Dettes fiscales	51 548

Produits constatés d'avance : 390 567

- Facturation OPCO NPEC	166 339
- Europe - Erasmus	224 228

ANNEXE

8 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Concours publics et subventions d'exploitation :	Montant	en %
- Europe Erasmus	391 279	87%
- Conseil Régional/Communes	37 470	8%
- Autres subventions	22 342	5%

Contributions financières : Néant

Contributions volontaires en nature :

L'Association n'a pas valorisé les contributions volontaires en nature dans la mesure où ces contributions sont très limitées. En ce sens, la comptabilisation des CNV n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Etat des immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	31 149			31 149
Terrains	484 035			484 035
Constructions sur sol propre	2 911 172			2 911 172
Constructions sur sol d'autrui	8 861 073			8 861 073
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	1 627 426	187 230		1 814 656
Installations générales, agencements et divers	3 107 156	52 798		3 159 954
Matériel de transport	215 224	67 459		282 683
Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 556 360	54 168		1 610 528
Installations, aménagements	1 640 464			1 640 464
Immobilisations corporelles en cours		21 208	21 208	
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	20 402 910	382 862	21 208	20 764 564
Participations	141	327		468
Autres titres immobilisés		213 529		213 529
Prêts et autres immobilisations financières	17 920	4 320	4 320	17 920
Total des immobilisations financières	18 061	218 176	4 320	231 917
TOTAL	20 452 120	601 038	25 528	21 027 630

Etat des amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	31 057	2 247		33 305
Terrains	247 127	3 095		250 222
Constructions sur sol propre	3 210 348	179 336		3 389 684
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	4 064 489	124 554		4 189 043
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 182 698	101 228		1 283 926
Installations générales, agencements et divers	1 396 820	122 993		1 519 813
Matériel de transport	139 646	32 999		172 644
Mat de bureau et informatique, mobilier	1 285 770	71 727		1 357 497
Installations, aménagements	8 430	82 023		90 453
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	11 535 328	717 955		12 253 283
TOTAL	11 566 385	720 202		12 286 588

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	89 953	6 548		96 501
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	89 953	6 548		96 501

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	31 758	8 795	24 188	16 365
Autres provisions pour dépréciation	106 565		1 250	105 315
TOTAL	138 323	8 795	25 438	121 679
TOTAL GÉNÉRAL	228 276	15 343	25 438	218 180

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances					Etat des dettes				
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an		Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations					Emprunts obligataires convertibles				
Prêts					Autres emprunts obligataires				
					Auprès des organismes de crédit :				
Autres immobilisations financières	231 448		231 448		- à 1 an maximum à l'origine				
Total de l'actif immobilisé	231 917	468	231 448		- à plus de 1 an à l'origine	822 948	283 100	473 283	66 566
Clients douteux ou litigieux	16 365	16 365			Emprunts et dettes financières divers				
Autres créances clients	413 459	413 459			Fournisseurs et comptes rattachés	302 968	302 968		
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie					Personnel et comptes rattachés	274	274		
Personnel et comptes rattachés					Sécurité sociale et autres organismes sociaux	155 757	155 757		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux					Impôts sur les bénéfices	7 100	7 100		
Etat – Impôts sur les bénéfices					Taxe sur la valeur ajoutée				
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée	1 645	1 645			Obligations cautionnées				
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés					Autres impôts, taxes et assimilés	54 514	54 514		
Etat – Divers	72 235	72 235			Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés	1 180	1 180			Groupe et associés	140 927	140 927		
Débiteurs divers	158 719	158 719			Autres dettes	13 250	13 250		
Total de l'actif circulant	663 603	663 603			Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Charges constatées d'avance	149 571	149 571			Produits constatés d'avance	390 567	390 567		
TOTAL	1 045	813 642	231 448		TOTAL	1 888 306	1 348	473 283	66 566

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	Autres mouvements	A LA CLÔTURE
Fonds propres sans droits de reprise						
Fonds propres avec droits de reprise	894 046					894 046
Ecart de réévaluation						-
Réserves						-
Autres réserves	300 000			-		300 000
Report à nouveau	5 337 984	234 490				5 572 474
Excédent ou déficit de l'exercice	234 490	-234 490			700 828	700 828
Situation nette	6 766 520	-	-	-	700 828	7 467 348
Fonds propres consommables						-
Subventions investissement	5 067 935		56 555	312 443		4 812 047
Provisions réglementées						-
TOTAL	11 834 454	-	56 555	312 443	700 828	12 279 395



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau
BP 409
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01